

# Pleins feux sur le développement humain

Lors de son accession au trône, le Roi Mohammed VI hérite d'un royaume qui connaît d'énormes avancées économiques avec malheureusement des difficultés sociales: pauvreté, analphabétisme et difficultés d'accès aux services sociaux élémentaires pour certaines parties de la population. Alerté par la situation, le souverain s'est engagé à prendre le taureau par les cornes et a mis sur pieds l'Initiative pour le développement Humain (INDH), afin d'y remédier.



Quelques années après le début du règne de Mohammed VI, un document intitulé « Rapport sur le développement humain et perspective 2025 » a fait état d'une situation préoccupante : « 4 millions de Marocains vivent en dessous du seuil de pauvreté dont 3 millions dans les campagnes, ce qui fait de la pauvreté au Maroc un phénomène largement rural. Un Marocain sur quatre est pauvre dans les zones rurales, alors qu'en milieu urbain une personne sur dix l'est ». Toujours selon ce rapport, la pauvreté concernerait spécialement les femmes, les enfants et les populations aux besoins spécifiques.

La réaction du pouvoir s'est concrétisée dès 2005, avec la volonté affichée de remédier à cette situation via le lancement d'actions sociales et d'investissements qui s'inscrivent dans un vaste programme intitulé « L'Initiative pour le Développement Humain ». Le Roi se mobilisa pour ce projet et indiqua, lors de son discours du 18 mai 2005 « que l'on ne peut éradiquer la pauvreté par la seule assistance ponctuelle ou une action caritative spontanée ou encore par un devoir éthique ». Mohammed VI plaida alors pour un développement durable basé sur des politiques publiques intégrées s'inscrivant dans un projet auquel toutes les composantes de la société devraient adhérer.

Car effectivement, force est de constater que malgré plusieurs programmes d'aides et de lutte contre la pauvreté, certaines parties de la population du Maroc s'enfonçaient à l'époque, dans la misère. Les explications avancées pointèrent du doigt une dispersion de ces programmes et l'absence d'une stratégie d'ensemble qui prendrait en compte toutes les dimensions de la pauvreté. C'est ainsi que naquit l'INDH, dans une perspective de centre de coordination des actions afin de les rendre cohérentes et surtout plus efficaces.

## La naissance de l'INDH

Les objectifs de l'INDH ont été défini selon différents axes: « S'attaquer au déficit social en élargissant l'accès aux services sociaux de base, promouvoir les activités génératrices d'emplois et de revenus stables, adopter une action créative envers le secteur informel, venir en aide aux personnes souffrant d'une grande vulnérabilité ou ayant des besoins spécifiques ». Le projet s'inscrit en fait dans une optique résolument participative, comme l'explique Nadira El Guermaï, gouverneure-coordinatrice de l'INDH : l'essentiel consiste à introduire « un nouveau style de management : il faut que les gens s'habituent à être audités. Car, tous nos projets sont audités. C'est la population qui est dans le besoin qui exprime ses besoins, les déclare en projets et les soumet aux comités locaux, provinciaux ou régionaux selon une procédure claire ».

Dans un premier temps, l'INDH, financée en majeure partie par le gouvernement, s'est engagée à parer au plus urgent et s'est attelée à répondre aux besoins de la population la plus fragilisée dans quelques 360 communes rurales des plus pauvres et 250 quartiers démunis dans le milieu urbain et périurbain. Pour ce faire, toutes les composantes de la société furent invitées à participer à la réalisation de ce grand chantier et à leur tête le gouvernement qui, trois mois après le discours royal du 18 mai 2005, a remis au souverain un plan d'action gouvernemental pour la mise en oeuvre de l'INDH. Un plan qui définit le contexte et les enjeux de l'Initiative, les programmes élaborés, le financement, les modalités d'exécution et le planning de la mise en oeuvre. Les partis politiques ont également été invités à participer en inscrivant au coeur de leur programme électoral des projets concrets, en perspective des échéances de 2007.

## Un premier bilan jugé positif

« Le bilan de l'Initiative nationale pour le développement humain à la fin juillet 2009, s'élève à 18.755 projets ayant profité à 4.601.230 bénéficiaires, avec un montant global de 11,13 milliards de dirhams », annonça, satisfaite, il y a quelques mois, la coordinatrice nationale de l'INDH. Les projets sont d'ordre assez divers : ils concernent la construction d'établissements scolaires en milieu rural, les programmes de formation pour relever le niveau de l'enseignement, les projets de sensibilisation portant sur la mortalité infantile et maternelle, la mise en oeuvre de projets créateur d'emplois visant à permettre aux femmes de se renforcer et de s'autonomiser, la lutte contre la précarité via la construction de centre d'accueil et d'orientation au profit de publics défavorisés... En conclusion, l'INDH chapeaute toutes les démarches à caractère social menées à travers le Maroc.

Si l'ampleur de la tâche est encore vaste, le Royaume du Maroc peut s'enorgueillir de bénéficier aujourd'hui d'un programme social qui a le mérite d'être cohérent et concerté.

